



Sicherheitsverbund Schweiz
Réseau national de sécurité
Rete integrata Svizzera per la sicurezza

Rapport annuel 2020

21 avril 2021

Tables des matières

1	INTRODUCTION	3
2	ÉVÉNEMENTS DU RÉSEAU NATIONAL DE SÉCURITÉ (RNS) EN 2020	3
2.1	RÉUNION D'INFORMATION DU RNS	3
2.2	CYBER-LANDSGEMEINDE	3
2.3	COLLOQUE SUR LE PLAN D'ACTION NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENT (PAN)	3
3	DOMAINES D'ACTIVITÉS ET AGENDA DU RNS	3
3.1	THÈMES NÉCESSITANT UN ENCADREMENT ACTIF (THÈMES A).....	4
3.1.1	Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques (SNPC) 2018–2022.....	4
3.1.2	Exercice du Réseau national de sécurité 2019 (ERNS 19).....	4
3.1.3	Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent....	4
3.1.4	Engagement de l'armée en appui aux autorités civiles pour la protection des représentations étrangères	4
3.1.5	Mise en oeuvre de la motion 19.4562 (Josef Dittli)	4
3.1.6	États des lieux relatifs aux drones	5
3.1.7	Avenir du Service sanitaire coordonné (SSC).....	5
3.2	THÈMES NÉCESSITANT LA SURVEILLANCE DE LA PLATEFORME OPÉRATIVE OU DU DÉLÉGUÉ DU RNS (THÈMES B).....	5
3.2.1	Communication et systèmes d'information sûrs entre la Confédération et les cantons	5
3.2.2	Collaboration entre la Confédération et les cantons dans le domaine NBC	6
3.3	PARTICIPATION DU DÉLÉGUÉ RNS À D'AUTRES COMITÉS ET PROJETS.....	6
3.4	AUTRES ACTIVITÉS DU BUREAU	6
3.4.1	Affaires de Conseil fédéral et interventions parlementaires	6
3.4.2	Médias et relations publiques	6
4	COMPTES ANNUELS 2020	6
4.1	RAPPORT DE RÉVISION 2020	6
4.2	BUDGET 2021	7
5	PERSPECTIVES 2021	7
5.1	MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENT	7
5.2	FUTURS EXERCICES DU RÉSEAU NATIONAL DE SÉCURITÉ	7
5.3	STRATÉGIE NATIONALE DE PROTECTION DE LA SUISSE CONTRE LES CYBERRISQUES (SNPC) 2018–2022	7
5.4	MISE EN ŒUVRE DE LA MOTION 19.4562 (JOSEF DITTLI)	7
5.5	STAGE DE FORMATION POUR CADRES SUPÉRIEURS DU RNS.....	7

1 Introduction

Le présent rapport annuel décrit les activités effectuées par le bureau et les organes du Réseau national de sécurité (RNS) en 2020 et offre un aperçu des travaux prévus ou menés en 2021.

2 Événements du RNS en 2020

2.1 Réunion d'information du RNS

La réunion d'information remplace les deux séances annuelles du comité de pilotage élargi, dissous le 1^{er} janvier 2016. Son objectif est d'informer les invités sur les affaires en cours. Elle n'a pas eu lieu en 2020 en raison de la pandémie.

2.2 Cyber-landsgemeinde

La cyber-landsgemeinde s'est tenue le 27 août 2020 à l'Eventfabrik à Berne, réunissant des représentants de la Confédération, des cantons, des infrastructures critiques et d'autres partenaires du RNS actifs dans le domaine des cyberrisques. Cette année encore, la cyber-landsgemeinde était consacrée à la mise en œuvre des projets cantonaux dans le cadre de la stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques (SNPC) pour les années 2018 à 2022. Lors des ateliers, les participants ont pu faire part de leurs préoccupations et de leurs idées à propos des projets cantonaux.

2.3 Colloque sur le plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN)

Le deuxième colloque sur l'application du plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (PAN) a eu lieu le 25 novembre 2020, virtuellement en raison de la pandémie. Financé par le RNS et l'Office fédéral de la police (fedpol), il a réuni plus d'une centaine de spécialistes des services communaux et cantonaux, des offices fédéraux ainsi que des organisations de la société civile qui sont confrontés dans leur quotidien professionnel à des cas de radicalisation. Ce colloque est consacré à toutes les formes de radicalisation et d'extrémisme violent, telles que l'extrémisme de gauche ou de droite et le hooliganisme.

3 Domaines d'activités et agenda du RNS

L'agenda 2021 du RNS a été adopté le 9 novembre 2020 par la plateforme politique. Un thème y est inscrit s'il est pertinent pour la majorité des acteurs du RNS, qu'il revêt une dimension stratégique et politique, et qu'il existe un besoin de coordination entre la Confédération et les cantons. Un thème A concerne une thématique qui est importante pour le RNS et qui nécessite une attention et un encadrement particuliers. Un thème B remplit les critères précités et requiert en outre une observation régulière de la part de la plateforme opérative ou du délégué.

3.1 Thèmes nécessitant un encadrement actif (thèmes A)

3.1.1 Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques (SNPC) 2018–2022

Les groupes de travail du RNS ont poursuivi les projets du plan de mise en œuvre de la SNPC au niveau des cantons. Tous les projets (p. ex. module d'apprentissage en ligne, analyse de la résilience informatique dans les cantons, cyberexercice avec une infrastructure critique) ont enregistré des progrès importants malgré la pandémie. Ils seront mis en œuvre d'ici la fin 2022.

3.1.2 Exercice du Réseau national de sécurité 2019 (ERNS 19)

Les organes du RNS ont continué à accompagner le projet ERNS 19 en 2020. Au premier trimestre, l'équipe de base de l'ERNS 19 a élaboré le rapport final. La plateforme opérative a discuté de ce rapport et de ses recommandations et la plateforme politique l'a approuvé le 24 août 2020.

3.1.3 Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent

Dans le cadre du programme d'impulsion quinquennal de mise en œuvre du PAN, un organe de coordination national a été mis sur pied au sein du bureau du RNS. En 2020, cet organe a lancé le troisième appel d'offres en vue du financement de projets visant à prévenir et à combattre la radicalisation pour l'année 2021. Au total, seize demandes ont été soumises, dont douze ont été approuvées par les deux organes d'accompagnement. La plupart des demandes provenaient de la société civile, deux des villes et une de l'Université de Fribourg. Des projets qui ont reçu un soutien financier pour 2020 n'ont pu être que partiellement mis en œuvre en raison de la pandémie. Toutefois, en consultation avec fedpol, leur durée a pu être prolongée sans problème. En outre, le catalogue de mesures élaboré par le pool d'experts pour favoriser le désengagement et la réinsertion sociale des personnes radicalisées a été publié en novembre 2020.

3.1.4 Engagement de l'armée en appui aux autorités civiles pour la protection des représentations étrangères

Fin 2020, les conventions d'engagement de l'armée pour la protection des représentations étrangères pour les années 2021 à 2023 ont été signées avec les cantons de Berne, de Genève et de Vaud ainsi que la ville de Zurich.

3.1.5 Mise en œuvre de la motion 19.4562 (Josef Dittli)

Le but de la motion est de permettre aux hélicoptères de voler même dans de mauvaises conditions météorologiques. La motion charge le Conseil fédéral de mettre en place un cadre légal approprié afin d'achever le réseau Low Flight Network (LFN) et de garantir son financement. Le LFN doit être mis à la disposition exclusive des Forces aériennes, des organisations de sauvetage aérien et de la police pour la gestion des crises, en cas de catastrophe ou pour le sauvetage de personnes en détresse. Lors du débat au Conseil des

États, la responsable du Département fédéral de justice et police, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, a évoqué un groupe de travail du RNS composé de représentants de la Confédération et des cantons pour clarifier les questions juridiques et financières. La plateforme politique du RNS a ensuite confirmé la création d'un groupe de travail en août 2020. Il sera dirigé par le RNS en collaboration avec l'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC).

3.1.6 États des lieux relatifs aux drones

Le 18 mars 2019, la plateforme politique du RNS a demandé au délégué de mener un état des lieux sur le thème des drones. Il a alors élaboré un rapport en collaboration avec les acteurs concernés (OFAC, armée, police, Office fédéral de la communication, Rega, skyguide, etc.). La plateforme politique a pris note de ce rapport le 16 mars 2020 et a adopté ses recommandations. Conformément à la première recommandation, un organe de coordination au niveau stratégique s'occupe des recommandations 2 à 4 du rapport.

3.1.7 Avenir du Service sanitaire coordonné (SSC)

En novembre 2019, la cheffe du DDPS, la plateforme politique du RNS et la présidente de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé ont chargé le délégué du RNS d'analyser les recommandations issues de l'étude du professeur Thomas Zeltner sur le SSC avec les principaux partenaires de celui-ci, afin de proposer différentes possibilités de concrétisation. Le mandat prévoit un point de la situation concernant le SSC, des ajustements de tâches et des variantes pour un nouveau modèle de pilotage du SSC. Un groupe de projet a été mis en place avec une supervision politique, un groupe de suivi stratégique et trois sous-projets. Les travaux, sous la direction du délégué du RNS, ont commencé début 2020 et ont dû être interrompus en raison de la pandémie, la majorité des collaborateurs et collaboratrices au projet étant directement impliquée dans la gestion de la crise. Avec un délai, le rapport final sera soumis à la supervision politique du projet en novembre 2021.

3.2 Thèmes nécessitant la surveillance de la plateforme opérative ou du délégué du RNS (thèmes B)

3.2.1 Communication et systèmes d'information sûrs entre la Confédération et les cantons

Le directeur de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) a informé la plateforme opérative à deux reprises en 2020 des évolutions des systèmes de communication pour la conduite et l'intervention entre les autorités et organisations chargées du sauvetage et de la sécurité en Suisse (AOSS) et des systèmes d'alarme et d'information de la population. Le 24 août 2020, le directeur de l'OFPP par intérim a informé la plateforme politique de l'état d'avancement du projet Système national d'échange de données sécurisé (SEDS) et des prochaines étapes qui seront mises en œuvre.

3.2.2 Collaboration entre la Confédération et les cantons dans le domaine NBC

En 2018, la plateforme politique du RNS a demandé à l'OFPP de conduire un état des lieux concernant le domaine NBC. L'OFPP présentera ses conclusions aux organes du RNS en été 2021.

3.3 Participation du délégué RNS à d'autres comités et projets

En 2020, le délégué a siégé dans les commissions suivantes ou participé aux projets suivants : l'harmonisation de l'informatique policière suisse (HIP), Infrastructure de conduite, technologies de l'information et raccordement au réseau de l'armée (FITANIA), l'État-major fédéral de protection de la population, le conseil consultatif de sécurité du canton de Genève, la Commission fédérale de la télématique, la coordination des grands exercices (Koordex), le groupe d'experts Cyberdéfense DDPS, le projet de simulateur de conduite et le Cyberboard réunissant les autorités de poursuite pénale.

3.4 Autres activités du bureau

3.4.1 Affaires de Conseil fédéral et interventions parlementaires

En 2020, le bureau du RNS a été consulté sur différents dossiers du Conseil fédéral et interventions parlementaires, notamment à propos du terrorisme, de la prévention du terrorisme et de la cyberdéfense. Il a également été invité à prendre position et à rédiger des réponses et des rapports.

3.4.2 Médias et relations publiques

En 2020, le bureau a reçu de nombreuses demandes des médias (presse, radio, TV) sur les thèmes du terrorisme, de sa prévention, du désengagement, de la cyberdéfense, du SSC et de la gestion de crise. De même, le délégué du RNS a tenu des exposés lors de plusieurs événements virtuels et webinaires. Le site Internet du RNS a été remanié et une brochure d'information du RNS a été éditée.

4 Comptes annuels 2020

Les dépenses totales du bureau du RNS pour 2020 s'élèvent à 833'241 francs. 95. La moitié de ce montant est à la charge des cantons, comme convenu contractuellement.

4.1 Rapport de révision 2020

L'Inspectorat du DDPS a examiné l'ensemble des pièces justificatives, et toutes les factures ont été approuvées conformément aux directives.

4.2 Budget 2021

Le 9 novembre 2020, la plateforme politique a approuvé le budget 2021 de 1'104'000 francs, qui ne dépasse que très légèrement le plafond financier de 1,1 million de francs.

5 Perspectives 2021

5.1 Mise en œuvre du plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent

Dans le cadre du programme d'impulsion, des demandes de soutien financier pour des projets pourront à nouveau être adressées au RNS en 2021. L'organe de coordination national publiera le deuxième rapport de monitoring du PAN en cours d'année. Il est également prévu que le PAN soit évalué au cours de la période de mise en œuvre de cinq ans. Par conséquent, l'organe de coordination national organisera et encadrera en 2021 l'évaluation externe afin d'examiner la mise en œuvre et l'impact des mesures du PAN.

5.2 Futurs exercices du Réseau national de sécurité

En 2021, les plateformes opérative et politique traiteront les recommandations du rapport final de l'ERNS 19. La poursuite du développement de l'ERNS et une éventuelle fusion avec l'exercice de conduite stratégique de la Confédération seront également des sujets de discussion au sein de ces organes. Le concept de planification générale des prochains grands exercices devrait être approuvé par le Conseil fédéral vers l'été 2021.

5.3 Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques (SNPC) 2018–2022

En 2021, les travaux de réalisation du plan de mise en œuvre au niveau des cantons se poursuivront. La neuvième cyber-landsgemeinde aura lieu le 26 août 2021. Parallèlement, le Centre national pour la cybersécurité (NCSC) devrait entamer les travaux relatifs à la troisième stratégie cyber, au cours desquels le RNS défendra les intérêts des cantons.

5.4 Mise en œuvre de la motion 19.4562 (Josef Dittli)

L'objectif du groupe de travail est de clarifier les questions juridiques et financières relatives au réseau Low Flight Network (LFN) dans le courant de l'année 2021. Il s'agit également de définir les sites d'importance nationale qui doivent être connectés au LFN au moyen de procédures de vol aux instruments (navigation par satellite).

5.5 Stage de formation pour cadres supérieurs du RNS

Depuis le début de l'année 2020, le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), en collaboration avec le délégué du RNS, propose des stages de formation destinés aux cadres du RNS issus des secteurs public et privé. Le premier stage a rencontré un grand intérêt auprès des partenaires du RNS. Par conséquent, une formation sera également proposée en 2021. Afin de renforcer l'importance et la représentativité du projet dans le pays, la

direction du projet a conclu un accord de coopération avec un troisième partenaire, l'Institut suisse de police.